

Étienne
LE SCANDALE DES GRANDES MANŒUVRES

LES
N O M S
DES
Généraux incapables

UN JOURNALISTE A L'ACADÉMIE :
Réponses à notre enquête

L'ŒUVRE

TOUS LES JEUDIS
LE N° 25 CENTIMES

10^e ANNÉE — N° 41
220, Fg St-Honoré (8^e)
Téléphone 589.55

9 Octobre 1913
PAR AN : 10 FRANCS

LOUVRE

PARIS

Lundi 13 Octobre et jours suivants

Vêtements pour Hommes
et Enfants

Tout plus élégant
et meilleur marché
que partout ailleurs

Au Printemps

Nouveautés d'Hiver

FOURRURES

AMEUBLEMENT

ALLUSIONS

PAR

GUSTAVE TÉRY

M. Homais chez Clemenceau.

Car le pharmacien d'Yonville a fait tout exprès le voyage de Paris pour féliciter M. Clemenceau.

— Ah ! cher maître, avec quelle joie réconfortante j'ai lu cette admirable série d'articles où vous dénoncez le retour offensif du cléricanisme. Jamais votre verve ne fut plus étincelante...

— Oh ! fit modestement M. Clemenceau.

— Je ne connais d'aussi bien dans le même genre que les déclarations du frère Debierre répondant à la passionnante question du *Radical* : « Qu'irons-nous faire à Pau ? » Ça aussi, c'est tapé.

— Ah ! fit encore M. Clemenceau, visiblement flatté.

— Ecoutez-moi cette péroraison, reprit M. Homais tirant le journal de sa poche :

Le congrès dira, nous dirons : l'école laïque, c'est la lumière. L'école confessionnelle, c'est la nuit. Il dira, nous dirons : le capital exploiteur doit être refréné dans ses éléments mauvais, et le travail, le grand moteur de toutes choses, rémunéré à sa juste valeur pour que soit assurée la justice sociale et organisée la fraternité humaine...

— Il est certain que c'est envoyé, convint M. Clemenceau, sérieux comme un pape (de Rome).

— Comme on voit que c'est un professeur et un savant qui a écrit cela ! Il n'a guère oublié que les dragonnades, la Saint-Barthélemy et l'Inquisition... « Le travail, le grand moteur de toutes choses... » A quelle profondeur de pensée descend ici le vice-président du Comité exécutif !

— Il est même descendu si bas qu'il ne pourra jamais remonter...

— Plaît-il ?

— Rien... Je pensais seulement que dans la phrase destinée à séduire les socialistes : « Le capital exploiteur doit être refréné dans ses éléments mauvais... » il y a peut-être plus que ne veut y mettre le sénateur Debierre ; car les socialistes auront beau jeu à lui répondre que dans le « capital exploiteur » tous les éléments sont « mauvais » par définition, et qu'à la fureur collective de ces éléments exploités, il est grand temps de mettre un frein collectiviste...

— Ce sont là nuances négligeables, répartit M. Homais ; l'essentiel est que nous nous entendions avec les socialistes pour sauver du péril noir la République laïque ; et comme vous le remontrez si éloquemment, jamais il n'a été plus terrible. Mais puisque vous avez dénoncé la trahison de Barthou et de Poincaré, qui ont entrepris de livrer l'école à l'Eglise et la République au pape, pourquoi n'en avez-vous pas apporté d'autre preuve que

la circulaire Baudin sur les vergues en pantenne ?

— Eh ! en connaissez-vous une autre ?

— Certainement ! Elle crève les yeux.

— Où ça ?

— Mais au Théâtre-Français ! N'avez-vous pas ouï parler du nouveau plafond ?

— J'en ai même vu des photographies.

— Eh bien ! vous ne trouvez pas scandaleux, insolent, effroyable, que ce Besnard ait osé peindre aux Français Adam et Ève, flanqués du Diable en personne !... Alors, quoi, nous n'avons réussi à faire interdire l'enseignement de l'histoire sainte dans les écoles que pour voir nos peintres officiels représenter les principales scènes de la Genèse sur les murs des palais nationaux...

— Non, au plafond.

— Ce n'en est que plus grave. A cette place, cette fresque symbolise mieux encore l'oppression cléricale, la main-mise sur les cerveaux...

— D'autant plus sensible que le plafond a la forme d'une calotte...

— La « Tentation », comme à l'entrée des cathédrales ! Allez voir le portail de Notre-Dame : vous y verrez la même scène... Je vous le demande : quelles différences y a-t-il maintenant entre Notre-Dame et la Comédie-Française ?

— Il en reste encore quelques-unes... Mais ce rapprochement même nous rappelle à propos que le théâtre est issu de l'Eglise, et que les mômeries des curés ont la même origine et la même importance que les ca-

brioles des bateleurs... Ici et là, c'est la même comédie...

— Quoi ! s'écria M. Homais, c'est tout ce qui vous frappe ? Vous ne vous rendez donc pas compte de cette ténébreuse machination ? Vous connaissez le mot sur les Jésuites de je ne sais plus quel pape : « Faites les sortir par la porte ; ils rentreront par... »

— ... le plafond. »

— Justement. Si le théâtre nous vient de l'Église, il en est séparé depuis longtemps, mais il n'est pas séparé de l'État. La Comédie-Française, qui est la plus plaisante de nos institutions, fait étroitement corps avec la République, si étroitement corps que nos présidents du conseil ont coutume...

— Passons.

— C'est le mot. Vous comprenez donc tout l'intérêt que devait avoir le pape à cléricaiser la maison de Molière. N'allez-vous pas intervenir, interpellier ? N'aurons-nous décroché le crucifix dans toutes les écoles, dans tous les prétoires, que pour retrouver au Théâtre-Français... le péché originel ! Autant dire que tout est à recommencer.

— Et vous ne savez pas tout, dit Clemenceau, sans rire : c'est encore bien plus grave que vous ne pensez, et c'est sans doute pour cela qu'au dernier moment Poincaré n'osa pas assister à l'inauguration. Si Besnard n'avait peint sur ce plafond que Belzébuth et le couple édénique ! Mais il y a mis autre chose...

— Quoi donc ?

— Le ciel !

— Enfer et damnation...

La casse et le séné.

L'*Œuvre*, qui « annonce tous les scandales six mois à l'avance », peut donner dès aujourd'hui le résultat des prochaines élections académiques.

Seul, parmi les candidats, M. Bergson est assez philosophe pour faire l'éloge d'Emile Ollivier. Son élection est d'autant plus certaine que personne, pas même Reinach, ne lui dispute ce fauteuil.

Quant aux deux autres, ils seront attribués à M. Léon Bourgeois, candidat de la gauche, et à M. de La Gorce, candidat de la droite. Échange de bulletins : les gauchers voteront pour de la Gorce à la condition que les droitiers votent pour Bourgeois. Et tout le reste est littérature...

Nul n'ignore les titres de M. Léon Bourgeois, l'éminent métaphysicien radical-socialiste. C'est l'auteur de *Solidarité*, et il n'en faut pas plus...

Reste La Gorce. Qui est-ce ? Ou plutôt lequel est-ce ? Car l'almanach Hachette en indique trois : MM. André de La Gorce, Pierre de la Gorce et Jules de Lagorsse. Nous saurons un jour prochain celui que préfère l'Académie. Mais saurons-nous jamais pour quoi ?

Rastapolis.

Faut-il faire enlever les ordures le matin ou le soir ? Le matin, ça gêne les braves

gens qui vont à leur travail ; le soir, ou plutôt la nuit, ça gêne les noctambules.

Poser ainsi la question, c'est, comme on dit, la résoudre. Pourtant, notre excellent confrère Sonia, qui la pose ainsi, semble hésiter à conclure ; dans le *Figaro*, il écrit au préfet de la Seine que « Paris tire de sa clientèle étrangère une partie de sa fortune et de son prestige ». Et il raisonne de cette sorte : « Il faut donc *avant tout* que Paris soit aimable. Il faut qu'il soit beau. Il faut que les étrangers l'aiment. Or, à quelle heure y a-t-il le plus d'étrangers dans nos rues ? A huit heures du matin, ou à dix heures du soir ? Toute la question est là, monsieur le préfet ».

Oh ! non, spirituelle Sonia ; elle est un peu ailleurs. Votre thèse revient à dire que Paris est fait, *avant tout*, pour les étrangers. C'est peut-être vrai ; mais ce n'est pas aussi juste. Nous sommes de ceux qui pensent, timidement, que Paris est fait d'abord pour les Parisiens...

Et puis, nous ne comprenons pas très bien pourquoi Paris serait plus « aimable » et plus « beau », si les ordures étaient enlevées pendant le jour. A la réflexion, ne serait-on pas tenté d'imaginer le contraire ?

Mystère.

Pieusement, M. Georges Lecomte s'applique à réparer l'erreur de la Société des Gens de

lettres et, dans le *Matin*, il élève une colonne à la gloire de Vallès, ce « séduisant réfractaire » (dit-il).

Il ajoute :

« Que nous importe le Vallès excessif, qui affecta en maintes circonstances ces attitudes devant lesquelles *nous ne pouvons nous défendre* de penser à Baudelaire... »

Pourquoi diable M. Lecomte s'excuse-t-il de ce que Vallès le fasse penser à Baudelaire ? Est-ce donc inconvenant ?

Régionalisme.

Titre d'article de l'*Humanité* :

**Le département de M. Briand
se prononce contre les trois ans.**

Le « département de M. Briand » ?

Eh ! oui, la Loire ! En effet, cette portion de territoire n'a d'unité, sinon de réalité, que par la personne de Briand qui en a fait sa chose, son fief, en inféodant à sa circonscription les circonscriptions voisines. Le préfet et les sous-préfets sont ses hommes, puisqu'il les a nommés quand il était à l'Intérieur ; les juges sont ses créatures, puisqu'il les a nommés quand il était à la Chancellerie ; les professeurs et les instituteurs n'enseignent que sa gloire, puisqu'il les a nommés quand il était leur Grand Maître. Ainsi du reste... Le département appartient à Briand ; il n'existe que par et pour Briand, en fonction de Briand ; c'est la *part* de la France qui lui est *départie*.

Qu'il disparaisse, et le département n'est

plus rien qu'une fiction géographique, une découpe arbitraire de la carte, la tranche du gâteau national réservée au Q. M. qui aura la bouche assez large pour se l'offrir...

Amabilité.

Un de nos confrères, très ministériel, très élyséen, ne manque pas une occasion de faire sa cour à M. Poincaré. Il annonce comme un événement très important — c'en est un — **le Départ du Président** pour l'Espagne.

Mais cela ne lui paraît pas suffire comme titre. Et il précise, dans un sous-titre flamboyant :

M. Poincaré a quitté Paris hier soir au milieu de l'enthousiasme général.

Façon de parler.

M. Henry Bérenger, le sénateur guadeloupéen, raille agréablement « les congratulations mutuelles des grands chefs civils et des grands chefs militaires ».

Il écrit :

« Une pareille explosion de gargarismes réciproques était au moins inattendue et elle commence à paraître intempestive. »

Mais quelle est donc la saison où les « explosions de gargarismes réciproques » ne paraissent pas intempestives ?

GUSTAVE TÉRY.

Le Scandale des Grandes Manœuvres

LES Généraux incapables

Depuis quinze jours, tous les journaux affirment que les grandes manœuvres ont été sabotées par la faute de quelques généraux.

On annonce des sanctions.

M. Messimy rappelle qu'il a fait voter la loi qui les rend possibles.

M. Charles Humbert précise ce qu'elles doivent être.

Un mystérieux X..., qui a commencé dans le *Matin* cette campagne, les exige en invoquant ce principe : « Un gouvernement qui gouverne, c'est un gouvernement qui révoque. »

Tous les matins, on nous annonce que le conseil supérieur de la guerre va prononcer enfin les noms des coupables.

Cependant rien ne paraît.

M. Etienne fulmine contre le mystérieux X..., mais refuse de prendre la responsabilité d'aucune sanction.

Et les généraux, convaincus d'incapacité, conservent leur commandement.

Bien que nous connaissions depuis longtemps leurs noms, nous n'avons pas voulu les imprimer pour laisser au conseil supérieur de la guerre toute sa liberté en une matière aussi grave.

Mais puisque les sanctions se font trop attendre, puisqu'il semble même que l'on veuille s'y dérober, nous ne saurions garder plus longtemps le silence.

Huit jours avant les grandes manœuvres, quelques journaux de Paris reçurent une lettre anonyme ainsi conçue :

« Attention ! Le général Faurie est un bon républicain ! Il va être en butte aux calomnies des réactionnaires ! »

Le général Faurie est en effet un excellent républicain. C'est Maurice Berteaux qui, le premier, eut la pensée de lui confier un haut commandement.

On lui objecta :

— Mais vous savez comme tout le monde qu'il est incapable !

— C'est un de nos amis, répondit Berteaux. Il faut faire quelque chose pour lui. Mais soyez sans crainte : là où je l'enverrai, il ne pourra faire aucun mal.

Un aviateur maladroit empêcha Berteaux de donner à la République cette satisfaction périlleuse.

Mais son successeur s'en chargea. Le 19 octobre 1911, il envoyait le général Faurie à la tête du 16^e corps, très loin, le plus loin possible de la frontière, comme le voulait Berteaux, — à Montpellier.

Ce successeur n'était rien de moins que

M. Messimy, qui, aujourd'hui, se montre si énergique pour réclamer des sanctions.



Le troisième jour des manœuvres, le général Faurie reçut du général Chomer, chef de l'armée rouge, l'ordre de battre lentement en retraite vers le sud-ouest, en s'opposant le plus possible à la progression de l'ennemi.

Il rassembla aussitôt ses deux divisions par colonnes par quatre, sur les routes, et s'enfuit avec une rapidité telle que l'armée bleue s'avança à raison de 5 kilomètres à l'heure. La marche habituelle d'un régiment étant calculée à raison de 4 kilomètres et demi, cette manière de retarder l'ennemi constitue incontestablement un record.

En même temps le général Faurie se trompait de direction. Il perdait non pas le nord, ce qui serait à la rigueur excusable chez un général qui commande dans le midi, mais le sud-ouest. Et il battait en retraite vers l'est. Résultat : l'armée rouge se trouvait coupée en deux, le 16^e corps encerclé, anéanti. Et le désordre des positions était tel qu'il fallait consacrer toute la journée suivante, destinée au repos, à faire reprendre aux troupes des emplacements raisonnables.

On vit de la sorte des régiments faire 65 kilomètres de marche inutile.

Mais ce n'est pas trop payer l'honneur d'avoir des généraux « républicains ».

Ces menus incidents n'allèrent point sans étonner l'état-major général. On raconte que

le général Curières de Castelnau ne ménagea pas au général Faurie ses observations. L'entrevue fut si vive, que les deux généraux se quittèrent sans s'être serré la main.

— Il faut me défendre. Je suis un bon républicain, affirmait, le soir, le général Faurie à quelques journalistes.

Et le lendemain, la *Dépêche de Toulouse* découvrait en effet que le général Curières de Castelnau n'était qu'un méprisable calotin.



Le général Plagnol, commandant le 17^e corps, celui de Toulouse, eut un peu plus de chance que le général Faurie.

Ce dernier avait comme divisionnaires les généraux Besset et Woirhaye, dont on peut dire simplement qu'ils sont à la hauteur de leur chef.

Le général Plagnol était fort heureusement secondé par le général Bourdériat, ancien chef de cabinet de M. Millerand, qui mena à l'action d'une manière admirable sa 33^e division.

Hélas ! le général Bourdériat était soumis à l'arbitrage... du général Sauret, dont M. Millerand, on se le rappelle, eut la cruauté de priver la place de Paris pour l'envoyer à Rennes.

Tout le monde sait également que le général Sauret ajoute à ses capacités militaires, qui sont limitées, la connaissance approfondie du trente-troisième appartement.

La scène d'arbitrage, qui eut lieu au petit village de Mauvesin, fut inénarrable. Elle

dura trois heures, pendant lesquelles le général Sauret n'eut d'autre souci que de faire rétrograder la trente-troisième division — un chiffre qui aurait dû, pourtant, lui inspirer quelque considération.

— Vous avez été trop vite, déclarait-il.

— Mais je n'avais personne devant moi ! s'efforçait inutilement de protester le général Bourdériat.

Comment, en effet, aurait-il pu avoir quelqu'un ?

C'était la 35^e division qu'on lui opposait. Or celle-ci était perdue.

Il n'est pas très facile d'égarer une division tout entière. Rendons à chacun ce qui lui est dû : c'est au général Alba que revient l'honneur d'un pareil succès.

Le général Alba n'est, il est vrai, que brigadier. Mais l'année dernière, lors de la tournée d'inspection du généralissime Joffre dans le Midi, il fut un des deux grands chefs que leur évidente incapacité physique désigna pour une retraite anticipée.

C'est pourquoi on le conserve soigneusement à la tête de sa brigade, ce qui permit de lui confier, dans la journée du 13 septembre, à titre de brigadier le plus ancien, le commandement provisoire de la 36^e division.

Il ne suffit malheureusement pas d'être un général de brigade incapable pour faire un divisionnaire éminent. Le général Alba ne perdit pas son temps : il se contenta de perdre la liaison avec la 35^e division, à laquelle il devait communiquer les ordres du général d'armée. Les deux tronçons du 18^e corps se re-

trouvèrent, à la vérité, vers le soir. Mais ce fut après la bataille.

Tout cela ne rehaussa pas beaucoup le prestige du général de Mas Latries qui commande, précisément, ce 18^e corps.

Le général de Mas Latries a déjà rendu à l'armée de signalés services : c'est lui qui a l'habitude d'accompagner à Paris le roi Alphonse XIII.

Il vient de rendre un service non moins important à M. Etienne.

— Il n'y a donc pas que les républicains qui soient incapables ! a proclamé victorieusement le ministre de la Guerre. Mon impartialité m'oblige à tenir la balance égale entre un général franc-maçon et un général à particule. Je ne les frapperai ni l'un ni l'autre.

C'est peut-être, en effet, le métier de M. Etienne de ne voir en tout ceci qu'une affaire politique. Nous nous refusons à croire que le Conseil supérieur de la Guerre ait la même conception de son devoir.

Abonnez-vous à L'ŒUVRE !

Faites abonner vos amis à L'ŒUVRE !

Abonnez à L'ŒUVRE les bibliothèques, les patronages, les syndicats, les cercles, les cafetiers, les hôteliers, les marchands de vins, les coliffeurs, et, d'une façon générale, tous ceux qui peuvent seconder et étendre notre propagande.



NOTRE ENQUÊTE

Un journaliste à l'Académie ?



[Nous commençons à publier les réponses, dans l'ordre où nous les avons reçues.]

Nous nous excusons encore auprès de nos confrères de province à qui nous n'avons pu faire tenir notre circulaire. S'ils veulent bien prendre part au vote, nous leur en serons très obligés.

Tous nos remerciements aux confrères qui ont déjà consacré de nombreux articles à la question posée par l'Œuvre. Nous nous proposons de recueillir dans un prochain fascicule cette large et intéressante contribution à notre enquête.]

Vous avez raison. Bien que l'Académie française ne doit pas tenir à une exacte représentation proportionnelle de tous les genres littéraires, je trouve comme vous qu'elle manque d'un journaliste : d'un journaliste qui ne serait que journaliste, car elle a de Mun, Mézières, Hanotaux, etc. Mais voilà précisément où la difficulté commence. Doit-on écarter par exemple de la liste d'admissibilité M. Clemenceau

parce qu'homme d'Etat? Quelle injustice! Je retiens M. Clemenceau, journaliste né. Je lui adjoindrais volontiers Charles Maurras le constructeur et Sembat le destructeur. Mais d'abord cela ferait deux destructeurs, et puis vous n'auriez que des hommes politiques. Et les chroniqueurs type Capus, et les humoristes type Grosclaude, et les analystes type Brisson, et les immémorialistes type Tardieu, etc., etc. Je m'arrête. Si rien n'est plus malaisé qu'un choix rien n'est plus dangereux qu'une énumération quand on a des amis et le désir de les conserver! J'ai déjà oublié Drumont, Henry Maret, Huret, Gohier, et toute la rédaction de l'*Opinion*.

Alors quoi? Admirez les ressources de mon génie. Pour combler les vœux et adoucir les regrets de tous ces sacrifiés, j'écris en tête de liste:

M. ADRIEN HÉBRARD, père gigogne du journalisme, jardinier-chef de la plus grande pépinière, homme admirable d'intelligence et d'esprit, fait pour rester immortel.

A sa droite MAURRAS.

A sa gauche SEMBAT.

Mais Clemenceau?

Clemenceau n'accepterait pas. Il n'accepte jamais rien, pas même le fait accompli, et j'ai une particulière horreur des gestes inutiles.

Cependant je vous ai répondu. Soyez gentil et reconnaissant. Inscrivez-moi sur votre liste!

MAURICE COLRAT.

Désigner trois journalistes aux suffrages de l'Académie française? Si vous n'étiez l'auteur, ou l'un des auteurs, de ce plébiscite, un nom viendrait tout de suite sous ma plume. Mais puisque votre initiative me force à l'omettre,

en voici trois autres: ROBERT DE CAIX, des *Débats* et du *Bulletin de l'Asie Française*, ERNEST-CHARLES et JULES HURET. Je les cite dans l'ordre de l'alphabet, non pas dans celui de mes préférences, qu'il me serait malaisé de dégager: mais ce que je sais, de toute certitude, c'est qu'ils ont les deux sortes de probité: celle qui va de soi et celle du talent. Et puis du courage, aussi. Avec ça, on est un grand journaliste, et digne de l'Académie.

PIERRE MILLE.

S'il s'agissait de fonder une Académie de journalistes, il n'y aurait qu'à choisir parmi les jeunes écrivains de nos gazettes, et les noms me viendraient en foule, tels qu'Henry Bidou, André Chaumeix, André Beaunier, Léon Bailby, Joseph Galtier, Ernest-Charles, Urbain Gohier, Franc Nohain, Fernand Vandérem, etc., etc.

Mais pour l'Académie Française, la question d'âge intervient, jusqu'à un certain point. Or, depuis la mort de Rochefort, on est embarrassé pour choisir parmi les têtes chenues. Laissez-moi donc négliger celles-ci. Je crois que l'Académie s'honorerait et nous honorerait en appelant à elle le directeur d'un grand journal littéraire, comme M. GASTON CALMETTE par exemple, ou un polémiste qui, par sa plume, a créé, soutenu et illustré une doctrine, et cela depuis dix ans et plus, comme M. CHARLES MAURRAS. Non que je la partage en rien, cette doctrine: mais l'effort est long et beau.

Quant au troisième nom, qu'on le cherche parmi ceux que j'ai cités plus haut. Un outsider.

MARCEL BOULENCER.

Je reçois votre lettre, Messieurs, et pourquoi vous le cacherais-je ? Je ne la lis pas sans sourire. Avec quelle gravité vous parlez des « honneurs de l'Institut » ! Je ne me doutais pas que vous fussiez si respectueux. Vous demandez l'un des trois sièges vacants à l'Académie française pour un journaliste. Est-ce sérieux ? Ainsi vous partageriez l'avis de Mme de Sévigné, dont le hasard, il n'y a qu'un instant, fit tomber sous mes yeux cette pensée « qu'il est beau de mourir dans la dignité ». Comme s'il n'était pas suffisant de mourir — tout bonnement !

Confrères, je vous soupçonne d'ironie. Tout de même, vous la poussez un peu loin. Loin de vous contenter de désigner à l'Académie *un des nôtres* (j'emploie votre formule distinctive), vous ambitionnez de lui en proposer trois. Trois journalistes, trois grands journalistes, rien que cela ! Vous supposez donc qu'il y a profusion, que le choix est facile...

Je veux bien, et, tout de suite, je pique dans le tas : J.-J. Weiss, Vuilliot, Vallès. Ah ! pardon, ceux-là sont morts. Justement, ils n'étaient pas de l'Académie : en sont-ils moins connus ou moins lus ?

Je regarde les vivants. Qui choisir ? ... Oh ! je n'hésite pas, et, toutes opinions réservées, je distingue : M. OCTAVE MIRBEAU, M. EDOUARD DRUMONT, M. CAMILLE PELLETAN. Car c'est bien de journalistes qu'il s'agit, n'est-ce pas ? C'est-à-dire d'hommes de plume qui connaissent leur langue (et autre chose encore), et qui s'en servent pour discuter les idées et les individus, selon leur raison ou leur esprit, tantôt avec équité, tantôt avec passion, toujours — qu'ils illuminent la vérité ou qu'ils plongent dans l'erreur — avec un cachet personnel, avec un talent original et sûr. Oui ? Alors, je m'en tiens

aux trois noms précités, et je les inscris sur votre triple bulletin de vote.

Ça a, d'ailleurs, si peu d'importance !...

HENRY LEYRET.

Je me suis expliqué dans l'*Intransigeant* sur votre intéressante mais platonique consultation. Rochefort étant disparu, je ne vois parmi nos grands aînés qu'EDOUARD DRUMONT et HENRY MARET qui soient dignes de se présenter aux suffrages des quarante et de se faire par eux blackbouler.

LÉON BAILBY.

DRUMONT, MAURRAS, CLEMENCEAU.

THARAUD.

Puisque nous n'avons plus ni Rochefort, ni Sarcey, ni Cornély, ni Magnard, je ne puis donner mon vote qu'à ADRIEN HÉBRARD.

Je vote pour lui trois fois si vous acceptez ce suffrage cumulatif.

MERMEIX.

Le charme de l'Académie française est fait de toutes les poussières d'autrefois que Bonaparte a eu soin de replacer sur l'illustre compagnie en la ressuscitant.

L'Académie doit choisir ses élus en dehors de l'opinion publique — parfois contre l'opinion et en fier défi de la popularité. Votre vote universel, déguisé sous des apparences spirituelles, est un acte de révolution !

Cela dit, je vois deux journalistes au moins

dont l'élection ferait grand honneur aux électeurs : M. LOUIS TESTE et M. ARTHUR LOTH.

L'un et l'autre défendent depuis un demi siècle des opinions qui ne conduisent ni à la popularité, grimace de gloire, ni aux honneurs que les sots confondent avec l'honneur.

Louis Teste est journaliste, rien que journaliste, malgré le solide éclat de ses livres dont le style et la pensée évoquent la mémoire des grands magistrats qui savaient écrire.

M. Loth appartient à l'autel plus qu'au trône. De l'Église il a l'intransigeance sur les principes; mais de l'ancienne Cour il a gardé la grâce indulgente. Il est assez ferme dans ses opinions et dans sa foi pour les exprimer avec une infinie politesse — même avec cette charité, qui est la politesse des saints.

JEAN DE BONNEFON.

Je ne saurais qu'approuver la proposition que vous faites de réserver un fauteuil d'académicien à un journaliste.

Mais comment allez-vous définir, « délimiter » le journaliste d'aujourd'hui? Est-ce le journaliste qui est aussi romancier, auteur ou critique dramatique, docteur en médecine, officier d'état-major, général, fonctionnaire, notaire, — et même quelquefois détenu ou libéré dont on se dispute les souvenirs? Est-ce au contraire le journaliste qui n'est rien de tout cela? Combien en trouverez-vous de cet ordre, de notre temps? Comme « journalistes-journalistes », il y a encore quelques polémistes, de rares chroniqueurs, des grands, moyens et modestes « reporters », des chefs de « rubriques » parlementaires, scientifiques, théâtrales ou autres : est-ce parmi eux qu'il faut choisir le journaliste-académicien?

Je vous sou mets ces quelques observations, d'où l'on pourrait peut-être tirer une étude sur le journalisme moderne : vous me saurez gré, certainement, de ne pas vous l'infliger.

ADOLPHE ADERER.

Excusez la brièveté de cette lettre. Je suis en ce moment territorial et je vous envoie ce mot hâtif entre deux manœuvres.

Je vote pour ADRIEN HÉBRARD qui a le plus charmant esprit français et qui le dépense sans compter, en vrai journaliste de la grande tradition, et pour LAURENT TAILHADE qui a mis un art prodigieux dans la chronique.

HENRI DUVERNOIS.

Il m'étonne qu'un périodique indépendant et ennemi de la routine comme le vôtre songe à proposer des noms à l'Académie, au lieu de proposer la suppression de cette institution ridicule, inutile et surannée.

L'Académie soutient à grand peine son prestige et prolonge difficilement son semblant de vie en se fortifiant et s'honorant quelquefois du nom et du talent de certains, que j'aimerais mieux voir s'en abstenir.

Je vous donnerai donc les noms de JULES HURET, PIERRE MILLE et JEAN RODES, de caractères et de talents également admirables. Mais ce sera précisément pour souhaiter qu'ils ne se fourvoient jamais dans une institution dont aucune adjonction de recrues, même aussi méritoires que ces trois-là, ne pourra jamais améliorer le statut irrémédiablement vain et caduc.

CAMILLE MAUCLAIR.

Je vote pour : CHARLES MAURRAS, CLEMENCEAU, URBAIN GOHIER.

FRANÇOIS DE NION.

Je saisis parfaitement l'intérêt de la question que vous posez et je suis un trop vieux journaliste pour ne pas m'y associer en principe.

Où la difficulté commence, c'est quand il s'agit de préciser.

Oui, certainement le journalisme a le droit d'être représenté à l'Académie ou plutôt l'Académie aurait le devoir de réserver au moins un fauteuil à un journaliste intégral. Mais où le trouver? Il y a eu Louis Veillot, Henri Rochefort, Henry Fouquier, Francisque Sarcey, qui se sont consacrés exclusivement à la copie quotidienne.

Mais quel est le journaliste qui ne soit à présent ou romancier, ou auteur dramatique, ou homme politique?

Je n'en vois guère qu'un seul — et celui-là siège déjà sous la coupole : c'est mon excellent ami Henry Roujon qui représente dignement le journalisme.

CAMILLE LE SENNE.

J'aime mieux vous dire que votre questionnaire me prend au dépourvu. Ce sera mon excuse aux yeux de journalistes parfaitement académisables, à mon gré, comme les trois que voici — puisque vous me demandez seulement un triple bulletin de vote — par ordre alphabétique : BRISSON, JULES DELAFOSSE, TARDIEU (du *Temps*).

GASTON JOLLIVET.

Un journaliste à l'Académie? Est-ce bien néces-

saire? L'Académie, elle-même, a-t-elle une impérieuse raison d'être? Je suis de ceux qui n'attachent qu'une bien faible importance à cet important *cénacle* : le talent pouvant aisément se passer de consécration officielle.

Enfin, si je votais — tendances, parti-pris, idées soigneusement mis à part — je désignerais, pour leur valeur journalistique, HENRY MARET, EDOUARD DRUMONT et URBAIN GOHIER.

HENRI FABRE,

Directeur des *Hommes du Jour*.

Je vote pour : 1^o EDOUARD DRUMONT; 2^o CHARLES MAURRAS; 3^o URBAIN GOHIER.

Pour être juste et éclectique, j'ajouterais bien MARCEL SEMBAT.

EDMOND COMPÈRE,

Rédacteur en chef de la *Dépêche de Cherbourg*.

Un journaliste à l'Académie? croyez-vous que ce soit bien utile et que ce serait si reluisant?

Réunissez vingt hommes cultivés et demandez-leur de vous citer les noms de quarante immortels : à la douzaine, tous resteront cois, comme si vous leur demandiez le titre d'une œuvre d'Hanotaux.

Je sais bien ; il y a la tradition, rompue depuis la mort d'Edouard Hervé; mais cette rupture a été convertie en divorce le jour où l'Académie a préféré Marcel Prévost à Edouard Drumont.

Sauf d'honorables exceptions, ne sont plus admis sous la coupole que les demi-vierges de la politique et de la littérature, et nos habits verts serendent justice en faisant invariablement suivre leur signature d'une qualité généralement ignorée, et qui n'a plus qu'une valeur commer-

ciale. Qu'iraient faire là nos grands journalistes? Si j'en juge par les dimensions actuelles de la porte de l'Institut et d'après les mœurs nouvelles, l'homme le mieux qualifié pour représenter la presse serait HENRY DEUTSCH, de la Meurthe-et-Moselle, qui alimente nombre de journaux et est incontestablement un pro-moteurs.

Si, anachronique, je jugeais d'après le seul mérite, je nommerais EDOUARD DRUMONT et HENRY MARET.

Pour le troisième nom, je le chercherais dans la génération suivante, et mon choix hésiterait entre CHARLES MAURRAS et URBAIN GOHIER.

Mais ce qui me paraîtrait de beaucoup préférable, c'est la séparation de l'Académie — comme écrivait un académicien — et de la Presse.

ALBERT MONNIOT.

Trois journalistes dignes d'être de l'Académie française? Le difficile est, Dieu merci, de n'en citer que trois. En voici une douzaine qui, à mon sens, n'y feraient pas mauvaise figure : CLEMENCEAU, DRUMONT, HENRY MARET, CAMILLE LE SENNE, JAURÈS, ADOLPHE BRISSON, HENRY BÉRANGER, NOZIÈRE, LÉON DAUDET, MAURICE DE WALEFFE, CHARLES MAURRAS, et...

Veuillez, etc.

PAUL SOUCHON.

S'il fallait choisir des candidats propres à être désignés par l'Académie, je nommerais : ADOLPHE BRISSON, ADRIEN HÉBRARD, GASTON CALMETTE.

S'il fallait choisir les trois journalistes qui me semblent avoir le plus de talent, je nommerais : CLEMENCEAU, LÉON BLUM, LÉON BAILBY.

PAUL REBOUX

Mon cher confrère,

Trois journalistes sous la coupole? Je n'hésite pas : trois de vos amis, BERTHOULAT, MASSARD et JUDET, dignes héritiers d'Armand Carrel.

HYACINTHE LOYSON

Je vote pour : DRUMONT, GOHIER, MAURRAS.

Seulement, je voudrais aussi voter pour Maret, pour Clemenceau — et pour Jules Huret et pour....

Mais je me hâte de fourrer ce petit billet sous enveloppe. Si je réfléchissais deux minutes encore mon vote ne serait peut-être plus le même.

Quand on est électeur, on n'est jamais fixé...

MAURICE PRAX.

Entre plusieurs autres, parmi lesquels je serais bien embarrassé de choisir, il est un journaliste qui paraît absolument digne de l'Académie française, par son passé, par l'unité de sa vie, par son attitude, par l'élégance, la majesté sans emphase de son style, par la pureté de la langue qu'il parle et la richesse de son vocabulaire, c'est (quelle que soit, d'ailleurs, l'opinion qu'on préfère) JULES DELAFOSSE.

JOSEPH DENAIS.

Secrétaire Général H^r de l'Association
des Journalistes parisiens.

Je partagerais votre opinion s'il pouvait, vraiment, être question de donner aux académiciens une opinion qu'ils ne demandent pas. Ce serait un peu comme si l'on invitait une famille à faire choix d'un gendre dans un lot de garçons qu'on lui présenterait.

Du moins, je suis avec vous pour souhaiter voir d'autres journalistes entrer à l'Académie — parce que, à vrai dire, qu'ils soient ou non exclusivement des journalistes — il y en a bien quelques-uns déjà dans la place. Mais que d'autres soient invités à y pénétrer, et je me réjouirais : les lettres en profiteraient toujours.

GASTON CHÉRAU.

(A suivre.)

Tablettes de Pangloss

*Petite rubrique où nous annonçons le
départ de M. Claretie.*

Après l'article si cordial que La Fouchardière a bien voulu consacrer à son départ, M. Jules Claretie se devait évidemment de quitter la Comédie-Française dans les vingt-quatre heures. Il ne l'a pas fait et c'est un manque de tact.

On peut estimer qu'il ne le fera plus désormais. S'il se donne la peine de remettre la maison à neuf et s'il y fait peindre des plafonds par Besnard, pensez-vous sérieusement que ce soit pour ses successeurs ?

Aussi bien, le bruit qui annonçait son départ était-il de tous points invraisemblable et il fallait pour y ajouter foi le solide optimisme de La Fouchardière, auprès duquel celui de Pangloss n'est que défiance et pusillanimité.

On sait d'ailleurs comment ce bruit s'est répandu. A l'origine, ne se trouve rien de moins que M. Barthou.

Depuis que M. Barthou est installé rue de Grenelle, il ne rencontre jamais M. Claretie sans lui demander avec affabilité :

— Eh bien ! mon cher directeur, quand donc vous en allez-vous ?

M. Claretie a horreur de cette plaisanterie. Il s'y dérobe de son mieux et esquisse une promesse, selon sa vieille coutume :

— Bientôt, bientôt, dit-il dans un sourire, plus tôt qu'on ne croit peut-être.

« Plus tôt qu'on ne croit ! » Cela doit être joliment loin.

M. Barthou s'est lassé et il a fini par transmettre la nouvelle aux journaux. Il a cru de bonne foi employer ainsi un moyen de pression.

Mais M. Claretie a souri une fois de plus, et il a répondu aux journalistes qui venaient l'interroger :

— Mon départ ? En effet, monsieur le président du conseil a bien voulu m'entretenir d'un projet de cette nature, mais nous avons le temps.

Et il laisse entendre que si on veut le nommer grand officier de la légion d'honneur... Mais M. Barthou se méfie. Qui lui dit qu'une fois grand officier M. Claretie ne désirera pas attendre la grande croix ?

Pourtant, un fait nouveau s'est produit :

Un grand journal qui a donné la nouvelle, sur la foi de propos gouvernementaux, proteste avec véhémence et ne peut admettre qu'une information parue dans ses colonnes puisse être réputée fausse.

— Nous avons annoncé la démission de M. Claretie, il faut que M. Claretie démissionne.

M. Barthou essaie bien de plaisanter :

— Si vous aviez annoncé sa mort, faudrait-il que je le tue ?

Mais, au fond, il ne se sent pas à l'aise.



D'autant que M. Carré, à qui la succession est promise, se montre impatient de la recueillir.

Déjà Mme Marguerite Carré, qui possédait si parfaitement tout le répertoire de l'Opéra-Comique, s'est donné la peine d'apprendre tout le répertoire de la Comédie-Française. On comprend de reste qu'elle ne veuille pas laisser perdre un pareil effort.

L'entrée de Mme Marguerite Carré au Théâtre-Français serait, en effet, un événement bien parisien, mais nullement imprévu.

On n'était pas sans avoir remarqué déjà que, si elle perséverait à figurer dans tous les rôles sur notre seconde scène lyrique, elle avait, depuis assez longtemps renoncé à les chanter.

Nous avons aujourd'hui la clef de ce mystère : c'était sa façon de se préparer à l'art dramatique.

Et l'on nous fait justement observer que si, dans l'ordre lyrique, Mme Carré était obligée de s'en tenir aux rôles de *soprano*, elle ne se trouverait nullement limitée de la même manière aux Français, où elle pourrait jouer indifféremment et presque sans effort la comédie, le drame et les travestis.

On engagerait simplement Fregoli pour les répliques, et les sociétaires pourraient enfin s'adonner paisiblement à leurs tournées.



LE CONGRÈS RADICAL DE PAU.

Avant-Première.



Il y a des gens qui se disent radicaux et qui ne sont pourtant pas radicaux.

C'est ce couplet connu que M. Emile Combes, président du comité exécutif du parti radical et radical-socialiste vient de nous chanter, avec une variante, à la veille du congrès radical de Pau. Il appelle ces faux radicaux les « mal-élus » et propose de les retrancher de la communion des fidèles.

Dès l'abord, il apparaît que cette opération ne s'accomplira pas sans quelques difficultés.

Il existe, en effet, quatre principaux journaux radicaux : Le *Radical*, l'*Action*, la *Lanterne* et le *Rappel*, dont nous avons eu l'occasion déjà d'exposer les dissidences.

— Unifions le parti, prenons des sanctions, disent dans le *Radical* M. Combes et ses lieutenants.

— N'excommunions personne, dit dans l'*Action* M. Lafferre, ancien président du comité exécutif.

La *Lanterne*, prudente, reste à mi-chemin des deux doctrines :

— N'unifions pas, opérons.

Quant au *Rappel*, il a trop d'esprit pour avoir du respect ou même des illusions.

M. Edmond du Mesnil s'est expliqué là-dessus, un jour, en un remarquable article, qui

est même une belle page. Ce n'est pas un parti qu'il faut réformer, c'est le régime.

« Le système de gouvernement que nous subissons est bien malade et nous devons souhaiter qu'il meure, parce qu'il n'est pas la République et qu'il discrédite la démocratie. »

« L'œuvre laïque s'enlise dans un conservatisme béat. »

« Notre législation ouvrière est inégale à celle des monarchies voisines. »

« Notre empire colonial est un colosse aux pieds d'argile. Nous sommes campés partout. Nous ne sommes installés nulle part. »

« Notre diplomatie est à la traîne. »

« Notre politique intérieure est dans un désarroi extravagant. »

J'ai bien peur que du Mesnil n'ait de la peine à s'entendre avec Lafferre ou même avec Combes.



Le parti radical n'en rêve pas moins de réaliser, à Pau, la réorganisation du parti.

Il paraît bien qu'elle est indispensable.

Ecoutez plutôt M. J. Perchot, directeur du *Radical*, sénateur et vice-président du comité exécutif, s'expliquer à ce sujet :

A la Chambre, la Gauche radicale compte 111 membres, la Gauche radicale-socialiste, 146. Même sans compter les socialistes unifiés, ces 257 radicaux, joints aux républicains socialistes et aux « sauvages » vraiment démocrates, constituent la majorité de la Chambre. Ils devraient donc y imposer leur politique, une politique orientée nettement à gauche. Au Sénat, la Gauche démocratique, qui correspond aux deux groupes radicaux de la Chambre, compte 166 membres, plus de la moitié de la Haute Assemblée.

En fait, l'action radicale au Parlement est loin de correspondre à ces chiffres et d'être prépondérante.

Cela s'explique assez simplement par le fait

que jamais les parlementaires de ce parti n'ont pu se résoudre à voter ensemble.

Il est fâcheux que pour la R. P., les radicaux, bien qu'en grande majorité antiproportionnalistes, n'aient pas pu s'entendre, pas plus au Sénat qu'à la Chambre; que, pour la loi de trois ans, à laquelle les masses radicales du pays sont évidemment hostiles, il y ait eu au vote final, au Palais-Bourbon, 47 radicaux-socialistes pour, 86 contre, 85 membres de la Gauche radicale pour, 19 contre. Que dire du Sénat, où nous ne fûmes que 36 membres de la Gauche démocratique à voter contre une loi combattue par l'ensemble de notre parti?

M. Perchot se console un peu en songeant que « ces deux problèmes dépassent les conceptions de parti et de programme!... »

Malgré tout, ajoute-t-il ingénument, un parti vraiment uni doit trouver moyen de conserver davantage son unité dans des questions de cette importance.

En effet!

Mais voilà qui est plus grave. Non seulement le parti radical n'a pu se mettre d'accord sur ces grands problèmes « qui dépassent les conceptions d'un parti » (Perchot, vous êtes adorable!) mais encore :

Beaucoup plus significatif et beaucoup plus grave est le fait que le parti radical, sauf de très rares exceptions, n'a pas eu le pouvoir dans ces dernières années.

— Il y a là, écrit encore Perchot, un phénomène étrange!



Il n'est pas néanmoins inexplicable.

La première explication est dans la disproportion qui existe entre le chiffre des radicaux inscrits aux groupes de ce nom et le nombre de ceux qui adhèrent au parti radical organisé, au Comité exécutif. A la Chambre, sur 257 radicaux, 136 seulement adhèrent au

Comité exécutif. Au Sénat, on en compte 71 sur 166 membres de la Gauche démocratique.

— Parbleu, dites-vous, voilà toute l'explication. Un parti qui n'obtient même pas l'adhésion de la moitié de ses élus est en effet un parti qui manque d'organisation.

Pourtant, si évidente que puisse paraître cette explication, elle ne suffit pas encore.

Perchot, en effet, continue :

Ce serait une erreur de croire que cette absence d'organisation se fait beaucoup moins sentir chez les radicaux adhérant au parti que chez les autres. Dans le vote final sur les trois ans à la Chambre, 59 ont voté pour, 65 contre. Les autres se sont abstenus ou étaient absents.

Hélas ! cette fois, je renonce à chercher un remède.

Non seulement, sur les quatre cent vingt-trois radicaux de la Chambre et du Sénat, il n'y en a que deux cent sept d'inscrits sur les contrôles du parti, mais encore, sur ces deux cent sept, il ne s'en trouve même pas cent pour voter contre une loi, dont M. Perchot, directeur du journal officiel du parti, déclare qu'elle est « combattue par l'ensemble du parti ».

Comment va-t-on se tirer de cette situation inextricable ? M. Perchot n'est pas embarrassé.

Il sera facile d'y mettre fin par des sanctions efficaces.

Des sanctions ? Lesquelles ? Au nom de quoi ?



Heureusement, dès le lendemain, dans le même *Radical*, M. Debierre, autre sénateur, autre vice-président du Comité exécutif, arrivait à la rescousse de M. Perchot.

M. Debierre se rend compte que les sanctions

ne suffiront pas ; ce qui manque au parti radical, c'est un programme.

Pour assurer l'unité du parti, il y a lieu d'élaborer un *programme de réalisations immédiates*, programme court, précis. Ce programme devra contenir le minimum des revendications politiques, économiques et sociales que le parti républicain démocrate devra s'efforcer de faire aboutir pendant la prochaine législature contre les conservateurs sociaux et les républicains d'Eglise.

Voilà qui est parler. Un programme, en effet, voire un programme minimum, paraît une chose assez utile pour assurer l'unité et même la vie d'un parti. Le parti radical, en vérité, avait tort de ne pas avoir de programme.

Heureusement, M. Debierre était là, et M. Debierre va donner au parti radical ce programme qui lui manquait. Lisez-le respectueusement.

Le congrès dira, nous dirons : l'école laïque, c'est la lumière. L'école confessionnelle, c'est la nuit. Il dira, nous dirons : le capital exploiteur doit être refréné dans ses éléments mauvais, et le travail, le grand moteur de toutes choses, rémunéré à sa juste valeur pour que soit assurée la justice sociale et organisée la fraternité humaine. Il dira, nous dirons : guerre à la guerre. La République, c'est la paix et l'empire du travail créateur. La réaction, c'est la guerre avec ses désastres et ses ruines. En vain, nos adversaires, ou d'anciens amis apaisés nous diront-ils que nous sommes « vieux jeu ». Nous persisterons à jeter aux partis de gauche, comme un coup de clavier qui sonne au vent, le vieux cri de ralliement de Gambetta : le cléricalisme, voilà l'ennemi !

Bien mon colon ! Si ça ne vous suffit pas comme programme !



C'est donc avec confiance que nous attendons les résultats du congrès de Pau.

Nous ne doutons pas que cent quatre orthodoxes du parti ne parviennent facilement à mettre à la raison les trois cent vingt « mal élus » qui osent si impudemment se parer du même titre qu'eux.

Nous ne doutons pas davantage que les déclarations si originales de M. Debierre ne suffisent à renouveler leur programme un peu désuet.

Rendons grâce au ciel : le radicalisme n'est pas mort.

Et M. Homais se porte assez bien.

ROBERT DE JOUVENEL.

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON
ET A LA MÉDITERRANÉE

Forêt de Fontainebleau.

Au moment où l'automne revêt l'incomparable forêt de Fontainebleau de sa plus éclatante parure, alors que les sous-bois présentent des tonalités d'une variété et d'un charme infinis, il n'est pas inutile de rappeler que le service d'automobiles organisé par la Compagnie P. L. M. fonctionne tous les jours jusqu'au 31 octobre, permettant, pour un prix modique, la visite complète de cette forêt sans rivale, la plus belle de France, dont les futaies aux arbres géants, aux chênes plusieurs fois centenaires, les chaos de rochers, les mares légendaires, tentent, chaque année, les pinceaux de paysagistes venus du monde entier.

Octobre est, certainement, le mois qu'il faut choisir pour faire ou refaire cette visite.

Prix de l'excursion (70 kilomètres environ) 11 francs.

N. B. — Le touriste peut, s'il le désire, n'effectuer que la visite de la partie Nord de la forêt, pour le prix de 4 francs, ou de la partie Sud pour le prix de 8 francs.

Pour tout ce qui concerne la publicité financière et commerciale, l'Œuvre décline toute responsabilité.

BULLETIN

Les dispositions hésitantes et parfois lourdes, que nous enregistrons dans notre précédent Bulletin, se sont sensiblement améliorées au cours de la huitaine qui vient de s'écouler. A quoi faut-il attribuer cette nouvelle modification de l'état des esprits, dans le monde des affaires, c'est ce que nous allons essayer de dégager succinctement.

Nous trouvons une explication assez plausible, tout d'abord, dans le fait, que, grâce à moins de parcimonie de la part de nos grands établissements de crédit, la liquidation s'est passée dans de bonnes conditions, avec toutes les facilités de reports désirables et sans que les acheteurs soient obligés de payer des taux exorbitants.

En second lieu, M. Pachitch, président du conseil de Serbie, a fait des déclarations capables de laisser une bonne impression. En tout état de cause, il estime que la situation dans les Balkans ne justifie nullement les appréhensions qu'elle paraît avoir soulevées ici. A ses yeux, les troubles d'Albanie ne sauraient entraîner des complications internationales ; il ne croit pas, surtout, à la possibilité d'une troisième guerre balkanique, vu l'état d'épuisement, financier et autres, où se trouvent présentement les belligérants éventuels.

Enfin, s'il faut en croire les dernières nouvelles parvenues au moment où nous écrivons, les pourparlers engagés entre la Turquie et la Grèce seraient en bonne voie et aboutiraient incessamment.

En réalité, de ces divers facteurs, un seul est bien précis, c'est celui que nous avons relevé tout d'abord. Il est, au point de vue de l'allure de la cote, des plus importants et c'est à lui que nous croyons qu'il convient de s'attacher surtout pour ne pas s'exposer à aller au devant de surprises fâcheuses.

La facilité des reports est un stimulant pour la spéculation ; elle est un gage sérieux, sinon de hausse tout à fait certaine, du moins la perspective de cette stabilité des cours, si nécessaire pour provoquer les achats de portefeuille, sans lesquels toutes les fluctuations sont, pour ainsi dire, laissées au hasard.

Ajoutons, pour finir, que le volume des engagements reste encore, jusqu'ici, plutôt restreint, et qu'il y aurait danger, dans ces conditions, à pousser vivement les cours : une trop vive reprise serait une reprise sans lendemain.

On trouve L'ŒUVRE dans tous les kiosques, dans toutes les gares.
On la trouve aussi chez soi tous les jeudis pour DIX francs par an.
Il suffit d'envoyer ces dix francs à l'administration de L'ŒUVRE simplement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je, soussigné (nom, prénom)

(adresse)

déclare m'abonner pour un an ⁽¹⁾, pour six mois ⁽¹⁾ à L'ŒUVRE à dater du 1^{er}

Ci-joint le montant de l'abonnement : dix francs ⁽¹⁾, six francs ⁽¹⁾.

Vous m'envoyez le montant de l'abonnement : dix francs ⁽¹⁾, six francs ⁽¹⁾.

SIGNATURE :

(1) Biffer l'une ou l'autre de ces indications. — Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

Détacher en suivant le pointillé et adresser ce bulletin à l'Administrateur de L'ŒUVRE, 220, Fg St-Honoré, Paris (8^e).

PETITE POSTE

Cinquante centimes la demi-ligne. Payable par mandat-poste.

Nos abonnés ont droit à l'insertion gratuite de 10 demi-lignes.

La PETITE POSTE se charge de faire parvenir les lettres d'un correspondant à l'autre pourvu que les réponses à réexpédier soient accompagnées d'une enveloppe affranchie.

Vous pouvez estimer que, chaque semaine, les insertions passent sous les yeux d'une élite de 100.000 lecteurs.

Répondre à T. Leroi à l'Œuvre, qui transmet les lettres.

SECRÉTAIRE

Monsieur, des plus distingués, demande situation modeste et honorable à Paris. Il a pris sa retraite et a une pension légère. Il est resté très jeune et très actif. Il est aimable et recevrait admirablement des visiteurs qu'il s'agirait de se concilier.

AUTOMOBILE

Superbe occasion, de Dion-Bouton. Un châssis de 30 chevaux pour 3.500 francs et pouvant convenir pour toute carrosserie. Ecrire à M. Bourcier Saint-Chaffray, 8, rue Las-Cases, à Paris (7^e).

Recherche

de Documents Historiques

Une personne travaillant habituellement à la Bibliothèque Nationale dans les fonds réservés et dans les grandes bibliothèques se charge de recherches de documents.

APPARTEMENT

On demande un atelier d'artiste à Paris avec 4 pièces habitables.

MES VINS :

Un abonné de L'Œuvre offre ses crus authentiques franco domicile (toute la France) contre remboursement.

Bourriche de campagne : 20 fr. — 2 Chablis supérieur 1906, 2 Chablis Clos 1906 ou 1911, 2 Pommard « Les Rugiens » 1908 ou Clos Saint-Jacques 1908.

Bourriche de dîners : 35 fr. — 4 Chablis Première 1906, 2 Chablis Clos 1906 ou 1911, 2 Clos Saint-Jacques 1908, 2 Pommard « Les Rugiens » 1908, 2 Cote de Nuits 1908.

Ecrire à Laporte, Laroche (Yonne).

Poudre du Dr Lesieur. — Plus d'irritation au pied, de feu, d'écorchures. Vous porterez des chaussures vernies toute la journée, sans inconvénient. Les dessous de bras cessent de se brûler. La transpiration est neutralisée. Aucune odeur.

Mode d'emploi. — Verser largement de la poudre dans la paume de la main et l'étendre sur la région sujette à transpiration.

Dr Lesieur, 5, rue Chateaubriand, Paris. — Prix : 2 francs.

BEAUTÉ DES ONGLES

“ ROSABEILLE ”

PRODUIT FRANÇAIS SANS ACIDE

Polissage instantané et durable même après lavage

Franco 1 fr. — 3, rue du Sommerard, PARIS

Le Gérant : GARDANNE

Imp. spéciale de L'Œuvre, 15, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris.

ON NOUS ECRIT :

Des voiturettes de 4000 francs environ, autres que la Bébé Peugeot mettent le prix de revient du kilomètre à :

UN SOU

NOUS RÉPONDONS :

C'est à voir, mais elles ne peuvent, en tous cas, vous donner pour cette somme que :

LE KILOMÈTRE LENT

Elles deviennent excessivement coûteuses dès que vous les poussez, et vous y êtes naturellement conduit, parce qu'elles ne sont pour vous la source d'aucun plaisir et ne vous aident que peu dans vos affaires.

NOTRE BÉBÉ PEUGEOT

4 Cylindres, 3 Vitesses

vous procure, au même prix de :

UN SOU

LE KILOMÈTRE RAPIDE

La possession d'une Voiturette Bébé Peugeot sera donc pour vous une source continue de plaisirs. Si vous êtes dans les affaires, elle accroîtra considérablement votre rayon d'action. Avec elle vous ferez bien ce que les grosses voitures permettent de bien faire : *Le Grand Tourisme*.

PEUGEOT — BEAULIEU — DOUBS

Le Secret du Juif-Errant

ROMAN HISTORIQUE



par
JEAN DRAULT

Un fort volume de 400 pages : 2 fr. franco avec une couverture illustrée.